

L'O.N.U. au secours



Alors que les réfugiés affluent par milliers vers le sud-est du Rwanda pour rechercher la protection des militaires français, ces derniers sont toujours isolés. Seuls deux des camps sont en effet dotés d'une assistance humanitaire internationale. (Photo Reuters.)

Clés

- ▶ **Superficie du Rwanda :** 26 336 km².
- ▶ **Population :** environ 7,3 millions d'habitants (216 habitants/km²).
- ▶ **Ethnies :** 90 % Hutus, 9 % Tutsis, 1 % Twas.
- ▶ **Religions :** 74 % de chrétiens, 17 % d'animistes, 9 % de musulmans.
- ▶ **Langues :** Kinyarwanda et français (officielles), swahili.
- ▶ **Capitale :** Kigali (234 500 habitants).
- ▶ **Le F.P.R. :** a été créé en 1987. Constitué notamment de descendants de réfugiés de 1959, exilés à l'étranger, le Front patriotique rwandais (à majorité tutsie) tente depuis trois ans de renverser le régime du président Habyarimana. Il a pris Kigali le 4 juillet dernier.
- ▶ **L'accord d'Arusha :** a été signé le 3 août 1993 en Tanzanie par le président rwandais, Juvénal Habyarimana, et le chef du F.P.R., Alexis Kanyarengwe. Cet accord prévoyait la constitution d'un gouvernement de transition ouvert au F.P.R. Ce gouvernement devait être dirigé par un Hutu modéré, Faustin Twagiramungu, qui a annoncé mercredi dernier qu'il acceptait de former ce gouvernement. L'accord prévoyait également un cessez-le-feu après trois ans de guerre civile. Mais le F.P.R. et le gouvernement n'ayant pu s'entendre, la guerre civile a repris à la suite de l'assassinat du président Habyarimana le 6 avril dernier.

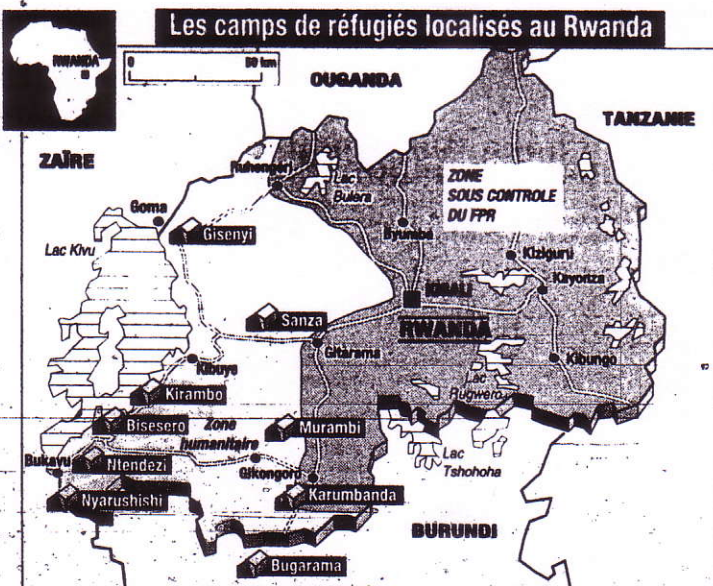
Un demi-million de réfugiés affluent vers la « zone française »

Col de Ndaba (Rwanda) De l'envoyé spécial de l'A.F.P. Christian Millet

POUSSÉS par les combats qui se déplacent vers l'ouest du Rwanda, des civils affluent par dizaines de milliers vers la zone de sécurité française, dans le sud du pays, où les organisations humanitaires sont presque totalement absentes. Dix-huit jours après le début de l'opération Turquoise, seuls deux des camps de ce que les fuyards ont baptisé la « zone française » sont en effet dotés d'une assistance humanitaire internationale.

Pourtant, près de un demi-million de réfugiés sont en route vers cette région et viendront s'ajouter à ceux qui y ont déjà, en masse, trouvé refuge. Au col de Ndaba, sur la piste conduisant à Gitarama puis à Kigali, ces « déplacés » passent à longueur de journée, en camion, en voiture ou à pied, en groupes importants, en famille ou « solitaires », fuyant l'avancée du Front patriotique rwandais (F.P.R.).

Des matelas sur la tête Ils défilent devant un poste militaire français, au nord-est de la « zone humanitaire », tenu depuis vendredi par une trentaine d'hommes du 11^e Régiment d'artillerie de marine, avec des matelas et des bagages ficelés sur le toit



ou posés en équilibre sur la tête. Certains disent venir des environs de Gitarama, prise par le F.P.R., à une trentaine de kilomètres plus à l'est à vol d'oiseau et près du double par la piste.

D'autres arrivent de la région de Mushubati, à plus de 40 km du col de Ndaba. Ils confirment que, dans cette région, des combats importants oppo-

sent, depuis quelques jours le F.P.R. aux Forces armées rwandaises (F.A.R.) qui tentent de résister sur les contreforts du mont Mushubati (2 184 m) qui a donné son nom à la petite ville.

Qu'ils soient Hutus ou Tutsis, beaucoup affirment avoir assisté à des massacres perpétrés par le F.P.R. A Kivumu, hors de la zone humanitaire et à une vingtaine de kilomètres

à l'est du col de Ndaba, le curé de la paroisse catholique, le père Sekomba, et le bourgmestre, Ndahimana, affirment que 400 000 à 500 000 déplacés sont encore sur les pistes ou dans des camps « non recensés » par les Français et cherchent à entrer dans la zone protégée, par le nord et le nord-est. Mêmes estimations pour le préfet de Gitarama, Ukuli

keyeyezu, et l'aumônier des F.A.R., le père Rukundo, en visite à l'état-major tactique nord de « Turquoise », implanté à Kibuye, au bord du lac Kivu au milieu duquel passe la frontière rwando-malaise. Dans la seule région de Kivumu, ces déplacés en attente seraient environ 50 000.

Des camps « sauvages »

Un officier du C.O.S. (Commandement des opérations spéciales), qui a requis l'anonymat, évalue d'ailleurs à un million les déplacés déjà installés et ceux affluant vers la zone humanitaire.

Face à cette véritable marée humaine, l'organisation de l'assistance par la communauté internationale, que la France réclame avec de plus en plus d'insistance, et quasi absente. Le Comité international de la Croix-Rouge (C.I.C.R.) est présent dans le camp de Nyarushishi, situé dans le sud-ouest de la zone, près du lac Kivu. Et des religieuses de l'organisation non-gouvernementale irlandaise Trocaire aident les déplacés du camp de Cyanika, près de Gikongoro.

Pour le reste, les déplacés ne peuvent compter que sur les militaires français qui protègent les camps recensés, découvrent chaque jour des camps « sauvages » et distribuent des rations de combat.

Le Minsur (Mission des Nations unies pour l'assistance au Rwanda) avait pour but de maintenir la paix et de veiller à l'application des accords d'Arusha. Mais le 21 avril dernier l'O.N.U. abaissa de 2 700 à 270 le nombre de casques bleus. Le Conseil de sécurité a cependant décidé la création de la Minuar 2 qui, forte de 5 500 hommes, devrait se déployer au courant du mois d'août.

L'opération Turquoise a débuté le 23 juin dernier et mobilise quelque 2 500 soldats français placés sous les ordres du général Jean-Claude Lafourcade, ainsi qu'environ 300 Sénégalais. Elle fait suite au vote de la résolution 929 du Conseil de sécurité (adoptée la veille par 10 voix contre 5 abstentions) autorisant la France à intervenir au Rwanda dans un cadre « strictement humanitaire » durant deux mois.